

Mis à part le relâchement *de facto* de certaines des mesures les plus répressives du régime (il convient de rappeler que l'état d'urgence, la censure de la presse, diverses interdictions, etc., sont toujours en vigueur), ce qui a le plus impressionné a sans doute été l'attitude tout à fait diplomatique conservée par l'opposition, y compris en particulier les dirigeants de l'ANC libérés après vingt-cinq ans de détention et Nelson Mandela, le chef suprême, qui demeure sous les verrous. L'absence totale de rancœur et l'esprit de réconciliation affichés par ces personnages sont tellement exceptionnels qu'il y a lieu d'espérer un règlement durable des conflits en Afrique du Sud, même s'il reste encore à franchir les énormes obstacles du racisme institutionnalisé et des privilèges raciaux.

L'espoir lui est également du fait que les pressions non violentes exercées par le monde extérieur, au moyen de lourdes sanctions économiques et autres, ont renforcé les pressions internes au point de rendre des changements fondamentaux possibles; c'est là quelque chose d'acquis, en dépit des débats qui persistent toujours entre certains dirigeants occidentaux. Des revers ou de l'obstruction sont tout à fait possibles, bien sûr, auquel cas il faudra sans doute intensifier encore les pressions.

Le Moyen-Orient

Le long conflit arabo-israélien n'a rien perdu de son âpreté en 1989; le soulèvement palestinien, ou *intifada*, dans les territoires occupés a continué de faire de nombreuses victimes, de causer de grands bouleversements, de valoir à la cause palestinienne la sympathie et l'attention du monde, et de provoquer de profondes inquiétudes et des débats animés parmi les Israéliens. Traduisant un nouveau degré d'optimisme et de confiance, Yasser Arafat et l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) se sont dits disposés à accepter une résolution qui modérerait les exigences territoriales de l'Organisation et modulait son refus d'accepter l'État d'Israël, en disant en français que la charte de l'OLP était «caduque». L'OLP a pu établir un dialogue plus officiel et à un plus haut niveau avec des pays occidentaux, y compris les États-Unis (le 14 décembre 1988) et, beaucoup plus tard (le 30 mars 1989), avec le Canada, mais Washington s'est carrément opposé à tout effort fait par l'OLP pour faire reconnaître plus formellement encore l'«État de Palestine» (dont l'instauration avait été déclarée en novembre 1988) au sein d'organismes internationaux clefs.

Vers le milieu de l'année, le cabinet israélien a proposé un plan de paix axé sur l'élection de porte-parole arabes (ceux de l'OLP seraient